

La Licorne et le Lion

Corentin Curchod

University of Edinburgh Business School

C'est l'histoire de deux nations.

Deux nations liées par un traité d'Union qui, dès son origine, trahit une relation de pouvoir, donc inégale.

Lorsque le Royaume d'Écosse, pour suivre le mouvement, se lance dans une entreprise coloniale au Panama en 1695, personne n'envisageait la faillite. Et pourtant, l'Écosse trouve sur son chemin l'Espagne et se ruine dans son aventure. Elle allait bientôt demander l'aide financière à son riche voisin, le Royaume d'Angleterre.

Celui-ci, qui n'était jamais parvenu à conquérir l'Écosse durablement par les armes, tenait sa revanche : il imposa à l'Écosse de rentrer dans une union avec lui, en échange de l'accès aux richesses et débouchés de ses marchés. Le peuple écossais fut contre cette union dès le départ, mais les élites – la noblesse propriétaire – y vit un futur plein de promesses. C'est ainsi que l'Écosse renonça à sa souveraineté, et que les élites écossaises purent prospérer grâce au gigantesque marché colonial anglais. Par l'union, les Anglais ont transformé l'Écosse, son économie, et permis son rayonnement mondial. Ils ont aussi transformé ses paysages, en soutenant l'épisode dramatique des *clearances*, qui a dépossédé les populations paysannes des highlands, cassé le système des clans, et mis en place l'élevage ovin à grande échelle. Avec l'écrivain Walter Scott, et plus tard les voyages de la Reine Victoria à Balmoral, l'Écosse devint une destination romantique par essence – un charmant exotisme vu de Londres.

L'Union n'a toutefois jamais fait *consensus*. Les colères ont longtemps été maîtrisées par les élites locales, la répression, et le portefeuille anglais. Les choses se gâtent au début du xx^e siècle et empirent dans les années 1970 et 1980 où l'Écosse n'y trouve plus son compte économiquement, alors que la pauvreté se répand. Quand Margareth Thatcher ferme les mines écossaises, puis ordonne l'exploitation intensive du pétrole de la mer du nord pour gonfler les revenus de l'État britannique, puis choisit l'Écosse pour installer une base de sous-marins nucléaires en partenariat avec les Américains, et la choisit encore pour expérimenter



un nouvel impôt 'universel' forfaitaire largement impopulaire car considéré comme injuste (la *poll tax*), les Écossais crient à l'abus de pouvoir. Ils n'ont jamais voté pour tout ça : le score des conservateurs en Écosse atteignait péniblement 24 % en 1987. La distance avec Londres et le ressentiment envers Westminster grandissent. Les anciennes plaies se ravivent. Et c'est le début d'un mouvement, d'une dynamique en cycle dont le déroulement se fait toujours en deux temps : un, l'Écosse se plaint d'une maltraitance de Londres et demande plus de pouvoir et d'autonomie ; deux, le gouvernement britannique rétorque que l'Écosse n'a pas les moyens de ses ambitions et dépend largement du portefeuille anglais. Mais parfois, cette dynamique fait bouger les lignes, et l'Angleterre fait des concessions en pensant calmer les ardeurs écossaises une fois pour toutes.

C'est ainsi que l'Écosse a obtenu au forceps la réouverture de son parlement en 1999, sous un régime de dévolution qui fut promis par Tony Blair pour gagner le cœur des Écossais après le choc Thatcher. Mais lorsqu'un premier ministre indépendantiste charismatique est élu en 2007, sans majorité, avec dans son programme la tenue d'un référendum pour l'indépendance, les lignes bougent à nouveau. Sa réélection à la majorité absolue 5 ans plus tard permet à l'Écosse d'exiger de Westminster le

pouvoir d'organiser un référendum en 2014. La victoire du « non » à 55 % n'empêche pas le parti indépendantiste d'aller de victoire en victoire après le Brexit, voté en 2016 par les Anglais mais pas par les Écossais qui ont voté à 63 % pour rester dans l'Union Européenne. Depuis ces années, la proportion de la population écossaise en faveur de l'indépendance se maintient juste en deçà de 50 %, sans compter les indécis. Les récentes demandes d'un nouveau référendum ont systématiquement été rejetées, avec condescendance parfois, par les gouvernements britanniques successifs, qui comptent généralement peu d'Écossais dans leurs rangs. Le gouvernement de Rishi Sunak hébergeait deux ministres (*'Secretary of State'*) écossais sur 21, tout comme le nouveau gouvernement de Keir Starmer. La plupart des ministres sont issus de l'élite anglaise, ont grandi à Londres, sont passés par Eton, puis Oxford ou Cambridge, ce qui



explique que les gouvernements britanniques connaissent peu l'Ecosse.

Malgré 300 ans de participation à une Union dans laquelle le pouvoir n'est pas de son côté, l'Ecosse a gardé un sens identitaire fort, réaffirmant sa culture et son histoire, alors que paradoxalement l'Angleterre semble hésiter sur qui elle est et ce qu'elle représente aujourd'hui. Marquée à gauche, en faveur d'un état providence affirmé, l'Ecosse se différencie du grand frère aux valeurs plus conservatrices et pro-marché. Depuis la dévolution, les petits Écossais apprennent à l'école les faits d'armes contre les Anglais – période largement ignorée dans les écoles anglaises. Malgré cette émancipation progressive, l'Écosse semble marquée par le syndrome du petit face

au grand : de la Licorne – son animal emblème – face au Lion – l’animal emblème de l’Angleterre. Dans mes rencontres avec les Écossais, les anti-indépendance jugent que se séparer de l’Angleterre est une utopie, irréalisable économiquement, et représente un risque trop grand pour les finances publiques. En désaccord avec cet argument de la dépendance financière, les pro-indépendance arguent d’une contribution nette de l’Écosse à l’Union, et voient dans la séparation une possibilité d’affirmation. Mais même les plus farouches indépendantistes estiment qu’ils doivent obtenir l’aval de l’Angleterre pour quitter l’Union. Une séparation à l’amiable, donc, qui prendra du temps. Certains parlent de 10 ans, d’autres de 25. Mais comme la tenue du référendum de 2014 l’a montré, il peut y avoir une place pour une inversion de la relation de pouvoir si les circonstances provoquent une rupture d’équilibre.

En attendant, cette dynamique entre deux peuples à l’histoire riche et entremêlée est fascinante à observer. Elle pose la question de l’affirmation d’une nation, et du poids d’une culture commune par rapport aux froids calculs économiques. Elle parle aussi de la confiance et des doutes des citoyens sur leur identité et leur appartenance, au-delà de l’ici et du maintenant.

*Le Lion et la Licorne est le titre d’un livre de George Orwell publié sous les bombes du Blitz en 1941 (George Orwell, *Le Lion et La Licorne. Socialisme et patriotisme*. Paris, RN Éditions, 2022). Sur l’importance de l’Écosse pour l’Europe, voir le dossier du Libellio, vol. 15, n° 4, hiver 2019* ■